

Jean-Pierre SUEUR : les socialistes doivent garder leur culture de gouvernement

□ **AU SECOURS, PICSOU REVIENT !** - Le discours-programme que Jacques Chirac a présenté le mercredi 9 avril à l'assemblée nationale est sans ambiguïtés : la droite est bel et bien revenue. La sonnette d'alarme socialiste n'a pas fonctionné, ou pas suffisamment. On va donc subir une nouvelle fois la rigueur, mais - histoire d'assurer le changement promis - ce sont les salariés et les personnes aux revenus modestes qui vont en « bénéficiaire » en priorité. Pour les patrons et hauts salaires, par contre, pas de souci à se faire... leur bon choix du 16 mars sera largement récompensé : suppression de l'autorisation administrative de licenciement, gel des seuils sociaux dans les entreprises, assouplissement de la réglementation des contrats à durée déterminée, du travail temporaire et du travail à temps partiel, allègement des charges des entreprises, amnistie fiscale pour ceux qui avaient transféré des capitaux à l'étranger... Et encore : suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, privatisation des entreprises du service public, abrogation de la loi Quilliot protégeant les locataires, suppression des tranches les plus élevées de l'impôt sur le revenu... On appréciera le «renouveau» ! Commentaire de M. Chirac en personne : «Notre état d'esprit ne doit être ignoré de personne : nous ne sommes ni les défenseurs de telle ou telle classe, groupe ou corporation. La politique que nous entendons mener n'exprime pas tel ou tel intérêt particulier mais vise l'intérêt général»... Cela va sans dire M. le premier Ministre, à tel point qu'il aurait mieux valu ne pas le dire.

Bref, Onc' Picsou à Matignon, Tonton à l'Elysée, on a assez de notre «Bébête show» national sans aller chercher les super-productions de Walt Disney !

Allez, salut les canards, et, comme doit se dire Tonton François : VIVEMENT DEMAIN !

Guy BOUBAULT

■ Avec 32 % aux dernières législatives, les socialistes ont des raisons de se réjouir. Et pourtant, ils ne peuvent espérer reconquérir le pouvoir sans mettre en œuvre une nouvelle stratégie. Pour mieux cerner l'environnement politique des prochains mois, nous avons interrogé Jean-Pierre Sueur, député du Loiret, porte-parole des Rocardiens.

Non-Violence Actualité : Avec les élections législatives à la proportionnelle, l'Assemblée Nationale compte maintenant parmi ses membres 35 députés du Front National. Comment s'est passée cette rentrée parlementaire que l'on a pu qualifier «d'historique» ?

Jean-Pierre SUEUR : Le vrai problème, c'est que 10 % des Français ont voté pour le Front National. Et à cet égard, le discours de la gauche est peut être un peu court. Nous avons dénoncé les positions racistes et fascistes du Front National. Nous avons eu raison. Mais nos protestations n'ont pas dissuadé 10 % des Français de voter pour Le Pen. C'est donc que nous n'avons pas su persuader ces Français que nos solutions étaient les bonnes. Pourtant, nous avons choisi la bonne voie en menant une politique de prévention tout en modernisant la police, ou en conjuguant la lutte contre l'immigration clandestine et notre attachement à ce que la France reste une terre d'accueil. Il faut sans doute parler plus près des faits, plus près des gens. Il faut aussi bien comprendre que le vote pour le Front National est celui d'un électoralat «décalé», qui recrute parmi toutes les victimes de la crise, de la modernisation, du chômage. Une vraie solidarité dans la gestion de mutations de notre société - qui exacerbent les inégalités - est aujourd'hui le meilleur antidote à «l'effet Le Pen».

— *L'attitude par rapport au Front National et, d'une manière générale, aux idées d'extrême-droite ne va-t-elle pas entraîner une redéfinition des frontières entre les sensibilités politiques, par delà les clivages politiques traditionnels ?*

- Le clivage gauche-droite existe dans la vie politique française depuis deux siècles et je ne pense pas qu'il s'estompe prochaine-

ment. Mais il faut redéfinir ce que signifie aujourd'hui «être de gauche».

Par exemple, être de gauche, aujourd'hui, ce n'est plus se battre pour l'appropriation collective des moyens de production. En revanche, être de gauche, c'est se battre pour le progrès, la justice et la démocratie face à une droite qui en définitive est majoritairement conservatrice et attachée à la défense des intérêts des plus nantis. Les premières mesures fiscales du gouvernement Chirac sont, à cet égard, édifiantes. L'attitude de la droite vise constamment à défendre des intérêts particuliers même si elle prétend toujours le faire au nom de l'intérêt général. Mais sur une question comme celle des droits de l'Homme, par exemple, il est possible que l'on assiste à des mutations dans la vie politique qui feront que celle-ci se rapprochera davantage de la société civile. Il y a aujourd'hui un grand parti des droits de l'Homme qui est presque d'ailleurs le parti d'une génération, issue de mai 68, et qui a eu pleine conscience de la réalité du goulag. Or, il ne peut y avoir de gauche que sur la base de la défense des droits de l'Homme. C'est assurément l'un des éléments constitutifs d'une gauche moderne, nouvelle. Il est tout à fait possible que la vie politique se recompose à partir de tels thèmes, et dans cette recombinaison, le PS aura un rôle important à jouer.

— *Est-ce que cela signifie que les options économiques ne font plus partie des critères fondamentaux de distinction entre la gauche et la droite ?*

- Sur le plan économique, le clivage entre la gauche et la droite a évolué. En France, la gestion étatique n'a plus beaucoup d'adeptes. Le débat, en revanche, se situe entre ce que j'appelle la «société mixte» ou «société d'équilibre», d'une part, et le «libéralisme»

d'autre part. A notre avis, il faut tout à la fois défendre la liberté d'entreprendre, développer la capacité de chacun à entreprendre, le droit à l'entreprise, et veiller à ce que l'Etat garde la capacité de fixer les règles du jeu et de maîtriser le cours des choses. Nous pensons que l'Etat a vocation à définir une politique industrielle. Alors que pour de vrais libéraux le concept même de «politique industrielle» n'a pas de sens. Et le fait que M. Madelin ait accepté d'occuper le poste de ministre de l'Industrie est une première contradiction, et un premier renoncement. Le libéralisme consiste à croire que la société ne peut être ni pensée ni maîtrisée. Il repose sur l'idéalisme foncier en vertu duquel l'équilibre atteint à un moment donné par le jeu du marché correspond à la répartition optimale des biens, des pouvoirs, ou des savoirs dans une société. Mais il n'y a aucune raison pour qu'il y en aille ainsi et pour que le «laisser faire» conduise au bien commun. L'idée de la «régulation automatique» de la société chère aux libéraux est une grande naïveté. En fait, ce système aboutit à nier le rôle de la politique puisque, dans un système libéral, l'effort collectif et réfléchi des citoyens pour maîtriser le cours des choses est, par définition, une erreur ou un non-sens.

— *Il reste quand même un grand problème que la gauche et la droite ne maîtrisent pas mieux, c'est celui de l'emploi. Comment expliquez-vous ce «mal» français ?*

- Au risque d'être provocateur, je dirais que tout se passe en France comme s'il y avait un grand syndicat des gens qui ont du travail, et que ce syndicat l'emporterait toujours dans les arbitrages sociaux contre le non-syndicat des chômeurs. N'y a-t-il pas finalement une sorte de consensus de la grande majorité du corps social pour que la situation reste ce qu'elle est ? Si toute la société était convaincue que deux millions et demi de chômeurs c'est le mal absolu, il y aurait alors une mobilisation plus forte pour faire face au problème et le résoudre. Disons carrément qu'en diminuant le temps de travail sans diminuer le pouvoir d'achat on a, naguère, choisi les salariés contre les chômeurs. Je sais que ce discours est dur à tenir, mais il faut le tenir. Comment lutter contre le chômage ? Par une meilleure croissance, certes. Nous y sommes tous favorables. Mais cette meilleure croissance ne saurait en aucun cas suffire, car au fur et à mesure que la croissance augmentera, les gains de productivité s'amplifieront. Il n'y a pas de solution si l'on refuse de poser la question suivante : comment répartir au mieux le travail disponible entre tous ceux qui en sont demandeurs ? Trop souvent par le passé, notre société a réglé ce problème en coupant «les deux bouts de l'omelette» et en multipliant les jeunes chômeurs et les pré-retraités. Est-ce la meilleure façon de gérer ce problème ? Je ne le crois pas. La solution passe par un autre aménagement du temps de travail permettant de mieux utiliser les investissements et les machines - toujours plus coûteux -, lié à la réduction du temps de travail. La récente loi de Michel Delebarre va exactement dans ce sens. Elle passe aussi par le développement du mi-temps, du travail à temps partiel, de



Jean-Pierre Sueur et Michel Rocard (photo D. Simon/Gamma)

la retraite progressive, par une remise en cause des nombreuses rigidités dans le partage du temps libre et du temps de travail au cours de l'existence.

J'ajoute que tout cela doit être négocié. Notre projet, à cet égard, est l'exact contraire de la dérégulation chère aux libéraux. Nous pensons que les partenaires sociaux de ce pays peuvent maîtriser les problèmes que je viens d'évoquer, qu'ils peuvent trouver des solutions contractuelles. Le «laisser faire» n'engendrera jamais une plus grande justice, une plus grande solidarité par rapport au problème de la gestion et de la répartition des emplois disponibles. Je suis également persuadé qu'une des clés à ce problème passe par l'Europe. Trop de firmes européennes préfèrent passer des accords avec des firmes américaines ou japonaises plutôt que de s'unir avec d'autres firmes européennes. En jouant contre l'Europe de l'industrie, on joue contre l'emploi en Europe. Les programmes «Esprit» et «Euréka» initiés par François Mitterrand visent à inverser cette logique. Il faut continuer.

— *Que pensez-vous des mesures annoncées par Jacques Chirac dans sa déclaration DE POLITIQUE GENERALE ?*

- Ces mesures sont d'ordre psychologique. Elles cherchent à sécuriser les Français. Elles auront peu d'efficacité réelle. De plus, elles sont dangereuses sur le plan du droit. Par exemple, le fait de porter à 30 ans la peine de prison incompressible conduit à refuser à l'individu le droit de s'amender et de se réinsérer dans la société. De même pour le changement du code de la nationalité. Le fait d'être Français dépendra non plus du sol mais du sang. C'est contraire à notre droit et à l'esprit républicain. De plus, il faudra en faire la demande, ce qui signifie qu'il y aura des critères de choix... Cela risque de n'être plus un droit, mais une faveur. En réalité, l'accroissement de la sécurité passe par des mesures moins spectaculaires. La sécurité, c'est à la fois la vie dans les quartiers, le traitement du chômage, la prévention, des moyens adaptés et

modernes pour la police.

On sait que la carte de France des densités de populations immigrées recouvre exactement la carte des votes pour le Front National. Ce sont donc bien des problèmes de co-existence au niveau du logement et dans les quartiers qui sont posés et qu'il faut résoudre.

— *Dans cette période de cohabitation et à deux ans des élections présidentielles quelle va être l'attitude des Rocardiens ?*

- Pour comprendre notre attitude, il faut revenir au congrès de Toulouse où il y a eu synthèse entre les motions de Lionel Jospin et de Michel Rocard sur la base de la culture de gouvernement. Nous allons donc nous battre pour que le PS ne retombe pas dans une culture d'opposition, mais conserve cette culture de gouvernement qu'il n'a su acquérir qu'après plusieurs années de gestion du pouvoir, et que nous préconisons depuis longtemps. En second lieu, nous allons mettre l'accent sur le projet de société à promouvoir. Nous ne sommes pas des adeptes du réalisme économique en soi ou de la rigueur pour la rigueur. Le réalisme économique doit être au service d'un projet. Et le nôtre est fondé sur l'idée d'autonomie des citoyens et des groupes, l'autogestion si vous voulez, encore que ce mot soit un peu abstrait. L'autonomie, c'est la capacité de maîtriser son existence et de prendre des initiatives. Notre société doit être une société d'initiatives, et non une société d'assistance, ce qui implique : la décentralisation, des mesures pour faciliter l'accès à l'acte d'entreprendre, une politique de la solidarité, des droits de l'Homme, un combat pour les problèmes internationaux, notamment la construction de l'Europe et la solidarité active avec le Tiers-Monde. A ce propos Michel Rocard a proposé que «la rente pétrolière» serve à renégocier la dette du Tiers-Monde.

Propos recueillis le 11 avril
par Patrice COULON
et Guy BOUBAULT